13e année
numéro 260

10 Décembre 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

Un militant révolutionnaire russe se met sous la protection de la République Française

La Sûreté Nationale le laissera-t-elle assassiner par le Guépéou ?

La marche à l'unification du monde
par R. LOUZON

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 260

(10 décembre 1937)

Une lettre de l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Athènes ..... A. BARMINE (GRAFF)
Erwin Wolf ..... Victor SERGE
Le Maroc fasciste : « Un terrain propice » ..... R. LOUZON
« La liberté de la presse » ..... R. L.
La marche à l'unification du monde . R. LOUZON

La Renaissance du syndicalisme

L'équivoque continue. — L'unité qui fait peur ..... M. CHAMBELLAND
Chez les fonctionnaires : le régime de la douche écossaise ..... E. FRONTY
La C.G.T. doit reprendre sa liberté . C. DELSOL
Le Comité général de l'Union des Syndicats de la région parisienne . LE DÉLÉGUÉ

———

Le congrès de l'Union Anarchiste : deux réponses à Nicolas ..... LA C. A. DE L'U. A. / R. FRÉMONT

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Pour faire connaitre la vérité

▼

1 YVON et 1 LEGAY .... 3 fr. 50

5 YVON et 5 LEGAY .... 16 fr.

10 YVON et 10 LEGAY .... 28 fr.

50 YVON et 50 LEGAY ....100 fr.

le tout **franco.**

▼

Commandez à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

(Chèques postaux : **734.99 Paris**)

Un militant révolutionnaire russe se met sous la protection de la République Française

La Sûreté Nationale le laissera-t-elle assassiner par le Guépéou ?

Nous publions sans commentaires l'adresse suivante que vient d'envoyer au *Comité d'Enquête sur les procès de Moscou* le camarade Alexandre Barmine, chargé d'affaires de l'U.R.S.S. en Grèce. Nous nous contentons de prévenir ceux des hauts fonctionnaires de la Sûreté Nationale qui sont au service du Guépéou que nous les rendrons personnellement responsables s'il devait arriver ici à Barmine ce qui est arrivé à Reiss en Suisse.

AU COMITE D'ENQUETE SUR LES PROCES DE MOSCOU

(Copie au Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme)

Venant de quitter le service du gouvernement de l'U.R.S.S., je crois de mon devoir de porter à votre connaissance les faits suivants et d'élever devant vous, au nom de l'Humanité et des Droits de l'Homme, ma protestation indignée contre des crimes dont la série s'allonge chaque jour.

Premier secrétaire de la légation de l'U.R.S.S. à Athènes depuis décembre 1935, ensuite chargé d'affaires de l'U.R.S.S. à Athènes depuis mars 1937, j'ai passé 19 ans au service du gouvernement soviétique, j'ai appartenu pendant 19 ans au parti communiste russe, pendant lesquels j'ai combattu pour le régime soviétique et consacré toutes mes forces à l'Etat ouvrier.

Engagé volontaire dans l'armée rouge en 1919, nommé six mois plus tard commissaire politique de bataillon, puis de régiment pour m'être distingué au feu, passé ensuite à l'école des officiers rouges, j'ai exercé divers commandements sur le front Ouest. Après l'offensive sur Varsovie, le conseil militaire de la 16e Armée me désigna pour suivre les cours de l'Ecole d'état-major. En 1923, je fus mis à la retraite avec le grade de commandant de brigade. Je remplis alors les fonctions de consul général de l'U.R.S.S. en Perse de 1923 à 1925. J'appartins pendant 10 ans aux cadres du commissariat du Commerce extérieur et fus, de 1929 à 1931, directeur général des importations en France et en Italie, agent officiel de l'U.R.S.S. en Belgique en 1932, membre de la délégation gouvernementale en Pologne en 1933, président du trust central de l'exportation des produits de l'industrie automobile et d'aviation en 1934-35. Tels sont, en abrégé, mes états de service avant ma nomination en Grèce. Quelles qu'aient été mes fonctions, je n'ai jamais pensé qu'à servir en toute conscience les intérêts de mon pays et du socialisme.

Les récents procès de Moscou m'ont rempli de stupeur et d'horreur. Il m'a été impossible d'admettre l'exécution des vieux dirigeants de la Révolution, en dépit des aveux qu'ils avaient prodigués : aveux qui ne faisaient qu'ajouter à mon trouble de conscience, tout en prolongeant mes dernières illusions.

Mon attachement profond à la classe ouvrière et au peuple soviétique, ma difficulté de croire à la possibilité de crimes de la part de ses dirigeants m'amenèrent d'abord en toute sincérité à me faire violence et à me résigner aux faits. J'espérais, en faisant cet effort, servir encore la cause du socialisme. Mais les événements de ces derniers mois (mois que je passai en France, en congé de convalescence) ne m'ont plus laissé aucune illusion. Des procès retentissants ont préparé l'extermination massive des cadres du parti communiste de l'U.R.S.S., c'est-à-dire des militants qui avaient mené la lutte dans l'illégalité, fait la révolution et la guerre civile, assuré la victoire du premier Etat ouvrier... et qui, aujourd'hui sont couverts de boue et livrés au bourreau. Il m'est apparu dorénavant qu'une dictature réactionnaire s'installait dans mon pays.

J'avais vu disparaître dans les prisons — peut-être exécutés ou supprimés — mes chefs et mes compagnons, tous vieux bolcheviks : l'ancien ambassadeur et commissaire du peuple aux affaires étrangères, Krestinski; le président de la Société pour les relations culturelles avec l'étranger, Arossev; l'ancien vice-commissaire et ambassadeur à Ankara

Karakhan que l'on dit fusillé; l'ambassadeur Yourenev, ancien commissaire général de l'armée rouge en 1918-19; Eliava, vice-commissaire du peuple au Commerce extérieur, dont j'eus l'honneur d'être le collaborateur; mes amis et camarades (avec lesquels je luttai et travaillai aux différentes époques, pendant vingt années passées), les directeurs aux Affaires étrangères à Moscou, Zuckerman et Fechner, les ministres de l'U.R.S.S., Asmus (Helsingfors), Podolski (Kaunas), Ostrovski, ami et protégé de Vorochilov (Bucarest); les généraux Guekker, Schmidt et Savitzky, héros de la guerre civile et camarades de l'académie militaire; enfin les ambassadeurs Davtian, Karski, Bogomolov, Rosenberg, Brodovski, que j'ai connus personnellement pendant peu de temps, mais de l'honnêteté et du dévouement desquels je suis profondément assuré.

Je voudrais pouvoir adresser à l'opinion publique l'appel le plus pressant, le plus désespéré, en faveur du moins de ceux d'entre eux qui sont peut-être encore vivants et contre de fausses et ignobles accusations. Je pense à mes amis demeurés à leur poste dans les autres pays d'Europe, Asie ou Amérique, menacés chaque jour d'un sort semblable et placés devant le tragique dilemme : rentrer pour aller à une mort certaine ou, en renonçant à revoir la patrie, risquer aussi les balles des agents de la police secrète à l'étranger, de ces agents qui tout dernièrement encore me filaient pas à pas.

Demeurer au service du gouvernement de Staline, c'eût été me vouer à la pire démoralisation et assumer ma part de responsabilité dans les crimes commis chaque jour contre le peuple de mon pays. C'eût été trahir la cause du socialisme à laquelle j'ai consacré toute ma vie.

J'obéis à ma conscience en rompant avec ce gouvernement. Je me rends compte des dangers auxquels je m'expose en agissant de la sorte. Je signe mon propre arrêt de mort et m'expose aux coups des tueurs salariés. Cette considération ne saurait modifier en quoi que ce soit ma ligne de conduite.

J'ai adressé ma démission au Commissariat des Affaires étrangères à Moscou, et, renonçant au bénéfice de l'immunité diplomatique, je ne suis plus aujourd'hui qu'un réfugié politique qui se place sous la protection des lois et de l'opinion du pays auquel il doit l'hospitalité. J'ai obéi à ma conscience, sûr d'être ainsi plus que jamais fidèle aux idées que j'ai servies toute ma vie.

Puisse ma voix contribuer à éclairer l'opinion sur un régime qui renie en fait tout socialisme et toute humanité.

Alexandre BARMINE (Graff).

1er décembre 1937.

Erwin Wolf

Comment s'accommoder du silence qui s'est fait sur l'enlèvement certain et l'assassinat très probable de ce jeune camarade, à Barcelone, en septembre ? Se taire en pareil cas est impardonnable.

Nous perdons beaucoup en perdant un Wolf, nous tous, que nous ayions été ses amis, ses camarades ou même ses adversaires de tendance dans l'action commune : il s'en était fait pas mal, avec son intelligence aiguë de jeune intellectuel formé à l'école de Trotsky. Et que nous préparons-nous pour demain si nous laissons l'oubli se faire en quelques semaines sur un crime comme celui-là ? N'aurions-nous pas sauvé Kurt Landau si une réaction immédiate suffisamment forte avait suivi la disparition d'Erwin Wolf ? Wolf et Landau seraient-ils disparus, Andrès Nin serait-il mort si, dès avril dernier, quand les staliniens enlevèrent Marc Rhein-Abramovitch, la presse socialiste avait, sans ménagements, dénoncé ces procédés de gangsters qui devaient ruiner en fait l'unité antifasciste en République espagnole ?

Erwin Wolf fut, en se rendant en Espagne, d'une témérité presque folle. Il brûlait du désir de se dévouer. Il croyait, avec tout son jeune courage, à sa chance et à son habileté.

De nos rencontres de Bruxelles, je garde le souvenir attachant et un peu irritant d'un esprit tendu pour lequel il n'y avait au monde que la révolution, et la révolution était tout entière définie par des formules théoriques... Pour la révolution conçue à travers des schémas lumineux, Erwin Wolf courait de Prague à Oslo, d'Oslo à Bruxelles, Amsterdam, Paris, Valence, Barcelone, et... à sa perte. Ses formules, je les trouvais souvent faussées par une raideur doctrinale dont le nom vrai est sectarisme et la nature profonde : inexpérience.

Au nom de la IVe Internationale, qui n'est encore qu'une grande idée — un slogan —, Wolf avait âprement critiqué les camarades du P.O.U.M. aux prises, eux, avec la réalité sanglante et plutôt déroutante d'une révolution. L'injustice est tellement éclatante dans les propos de stratèges que l'on tient à distance en pareil cas, — surtout quand on en arrive à des sentences catégoriques à l'égard de camarades jouant leur vie à toute heure, — que j'avais cessé de traiter ces sujets avec Wolf. Mais s'il est parti pour l'Espagne, lui qui avait toutes les chances de n'en point revenir, c'est qu'il s'est senti le devoir de se risquer — de se donner — puisqu'il gardait cette sévérité dans la critique.

Fils de bourgeois tchèques, pourvu d'une instruction universitaire, Wolf s'était rendu à Oslo pour y servir de secrétaire à Trotsky. La collaboration quotidienne avec Léon Davidovitch l'avait enrichi, mûri, trempé; et lui

avait valu, pendant le procès Zinoviev, lorsque le gouvernement stalinien obtint de la Norvège l'internement de l'exilé, d'être expulsé contre tout droit. Ayant été du nombre des témoins de la vie de Trotsky à l'époque où se situe le faux témoignage Piatakov, Erwin Wolf, en contribuant à faire la lumière sur cet épisode significatif, s'était classé parmi les adversaires les plus gênants du procureur Vychinski.

Correspondant de journaux anglais, il fut arrêté en août à Barcelone. Livré par un agent stalinien à la police politique, il disparut. Le gouvernement finit par informer ses amis que Wolf avait été remis en liberté le 17 septembre, mis en liberté sans que ceux qui le réclamaient fussent informés... Et c'est alors qu'il disparut définitivement, enlevé à sa sortie de prison. Son cadavre n'a pas été retrouvé, sa trace se perd. Il se peut qu'il ait été embarqué pour la Russie, sort infiniment pire, pour lui, que l'assassinat expéditif dans quelque prison privée du parti stalinien.

Justement parce qu'il fut, de leurs camarades-adversaires, l'un des plus intransigeants, les militants du P.O.U.M. se doivent de poser, dans toute son ampleur, la question Erwin Wolf. Le crime est signé. La mort des meilleurs réunit Andrès Nin, Kurt Landau, Erwin Wolf. Il n'y a plus de divergences doctrinales entre eux. Nous avons tous à faire en sorte que leur fin soit utile. Sur ce point aussi, pas de divergences entre nous qui restons derrière eux.

Victor SERGE.

LE MAROC FASCISTE

«Un terrain propice»

Se faisant interviewer par le journal réactionnaire *L'Epoque* (1), le résident général Noguès a dit, parlant de la propagande italienne et allemande au Maroc :

Ces nations ont trouvé ici un terrain propice.

On ne saurait mieux dire; pour une fois M. Noguès n'a pas menti.

Au Maroc le terrain est extrêmement propice pour la propagande d'Hitler et de Mussolini, c'est exact, mais ce que M. Noguès a oublié de dire, c'est que *c'est lui* qui a fait le terrain propice pour cette propagande.

Lorsque Mussolini fait connaître, au Maroc, que l'Etat italien paie tous les frais de plusieurs centaines d'étudiants arabes qui viennent ainsi gratuitement faire leurs études supérieures dans les Universités italiennes, — si le terrain est propice à cette propagande, c'est que M. Noguès a refusé toutes les demandes de bourses qui lui étaient adressées par de jeunes Marocains désireux de poursuivre leurs études dans les Universités françaises.

Lorsque Mussolini fait connaître, au Maroc, que l'Italie protège l'Islam dans ses colonies, — si le terrain est propice à cette propagande, c'est que M. Noguès, haut-protecteur de l'Eglise catholique, a autorisé une procession d'évêques et de Saint-Sacrement en plein pays musulman, alors qu'au même lieu et en même temps il interdisait le déroulement d'une fête musulmane traditionnelle (2).

Lorsque Mussolini inonde le Maroc de journaux, de brochures et d'albums écrits en arabe, qui chantent les louanges du régime colonial fasciste, — si le terrain que cette presse trouve est propice, c'est que M. Noguès a eu soin d'en proscrire l'antidote. En effet, tandis que la littérature fasciste en langue arabe peut circuler librement dans tout le Maroc, sous l'œil vigilant et protecteur de la police, M. Noguès a interdit l'entrée et la circulation au Maroc de la littérature arabe antifasciste, notamment de la brochure intitulée *Les atrocités de l'Italie en Libye,* qui relate les atrocités commises contre les tribus de Tripolitaine et de Cyrénaïque. De sorte que M. Noguès a actuellement le culot formidable de prétendre justifier ses persécutions contre les Marocains par l'existence d'une propagande qu'il encourage, en interdisant toute propagande contraire.

Et si tous ces faits ne suffisaient pas à montrer que le provocateur Noguès est l'agent du fascisme international par sa préparation systématique d'un « terrain propice » à la propagande fasciste, ceux qui préfèrent juger sur les hommes que sur les faits n'ont qu'à regarder quels hommes M. Noguès a chargés d'exécuter sa politique en les nommant aux plus importantes charges de l'Etat.

Ce sont entre autres :

Le colonel Mellier, directeur des Affaires politiques, royaliste.

Le colonel Mellier appartenait à l'entourage du résident Lyautey; comme tout cet entourage, il professait les mêmes opinions royalistes que le patron; ce qui le fit liquider par l'un des résidents civils successeurs de Lyautey.

C'est Noguès qui a rappelé le colonel Mellier et qui, en lui donnant la direction des Affaires politiques, l'a mis à la fonction la plus importante de tout le Maroc.

(1) L'*Epoque* du 3 décembre.

(2) Lorsque je rédigeai ma note du 10 novembre sur les événements de Khemisset, j'ignorais cette circonstance terriblement aggravante qu'en même temps que la procession de sainte Thérèse était autorisée, le Moussem musulman était interdit.

Le général Blanc, chef de la Région de Fès, ultra-réactionnaire.

Comme le colonel précédent, ce général appartenait à l'entourage de Lyautey et fut renvoyé par l'un des résidents civils à cause de ses opinions réactionnaires.

C'est Noguès qui l'a rappelé, et qui, en lui confiant le commandement de la région essentielle du Maroc, l'a institué l'organisateur de la provocation au point le plus sensible.

Dans sa tâche de provocateur, M. Blanc n'hésite d'ailleurs pas à opérer en personne; c'est ainsi que, déjà avant les événements actuels, il n'hésita pas à gifler en pleine rue de Fès un notable musulman coupable... de ne pas l'avoir salué. Ce qui amena une protestation du député socialiste Hussel, protestation qui, bien entendu, n'eut aucune suite.

Parmi les civils, citons :

M. Mazoyer, directeur du Bureau de la Presse, et, à ce titre, chargé d'imaginer les communiqués inventant un « oued pestilentiel », taisant l'objet des protestations de Khemisset, et... présentant les Marocains comme des fascistes!

Ce directeur a été nommé par M. Noguès; **c'est un ancien camelot du Roi.**

Son adjoint, **M. Simonnot** a été amené et *nommé là par M. Noguès;* c'est l'ancien rédacteur en chef de *Savez-vous ?* **revue antijuive.**

Voilà les hommes que M. Noguès a mis aux postes de commande du Maroc; voilà les hommes chargés de faire la politique du Front populaire; voilà les hommes qui, en fascistes fidèles, rendent le terrain « propice » à la propagande des nations fascistes. Et ces fascistes crient que ce sont leurs victimes qui sont fascistes !

Voici quelques six semaines que Noguès a osé prétendre publiquement qu'un complot avait été organisé au Maroc par les Marocains avec l'aide de l'étranger. Depuis six semaines, aucun procès n'a été engagé contre qui que ce soit pour complot, ou intelligence avec des nations étrangères, ou quoi que ce soit d'approchant. Aucun fait, aucune pièce, — aucune preuve, aucune présomption n'ont été apportés à l'appui de cette fantastique accusation. Néanmoins, des centaines et des centaines d'hommes sont actuellement, pour un crime qu'ils n'ont pas commis, en train de construire des routes parmi les neiges de l'Atlas et y crèvent; d'autres sont déportés à des centaines de kilomètres de leurs familles; un autre est en train de subir au Gabon, avec le socialiste Moutet comme geôlier, le calvaire de la mort lente.

Et pour tout cela, on ne trouve à fournir comme « justification » que l'existence d'une propagande étrangère qu'on a soi-même autorisée et encouragée !

Jamais situation n'a été aussi parfaitement claire.

Les yeux finiront-ils par se dessiller ?

R. Louzon.

« La liberté de la presse »

par A. Israël (Hachette).

Le livre de M. Israël, sénateur, mort récemment, est surtout un recueil, assez pauvrement commenté, des principaux textes de lois et autres documents concernant la presse au cours du siècle dernier.

Certains de ces documents sont par eux-mêmes fort intéressants; j'en retiendrai deux.

Le premier est le texte d'une loi de 1875 qui n'eut que six ans d'existence. Cette loi fut votée en pleine réaction, sous le régime de ce qu'on a stigmatisé du nom d'« Ordre moral », alors que monarchistes et bonapartistes réunis gouvernaient la France sous l'autorité suprême du « vainqueur » de Sedan. Dès que, quelques années plus tard, les républicains eurent pris le pouvoir, une de leurs premières tâches fut de balayer cette loi.

Eh bien ! cette loi si typiquement réactionnaire est exactement celle que le premier gouvernement du Front populaire a fait voter par la Chambre — ou, plus exactement, c'est l'une des dispositions de cette loi : la loi de 1875, la loi de l'Ordre moral, la loi de Mac-Mahon stipule que, contrairement à la loi précédente de 1871, mais conformément à la législation du Second Empire, la « diffamation » envers les hommes publics n'est pas justiciable du jury, mais de la *correctionnelle,* avec l'autorisation de faire la preuve. Exactement donc la législation de Blum. (Voir *R.P.* du 10 décembre 1936).

Ce que l'on sait peu, c'est que cette loi scélérate fut appliquée à Gambetta. Et savez-vous pour quoi ? Pour son fameux « *se soumettre ou se démettre* ». Dans un discours à Lille, Gambetta avait dit, faisant allusion aux prochaines élections :

« ... Ne croyez pas que lorsque tant de millions de Français auront parlé, il y ait personne, à quelque degré de l'échelle politique ou administrative qu'il soit placé, qui puisse résister. Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, il faudra se soumettre ou se démettre. »

Ce discours fut reproduit par le journal de Gambetta, et poursuivi, *en correctionnelle,* en vertu de la loi de 1875. Et Gambetta fut condamné à trois mois de prison.

Voilà le régime que M. Blum nous offre !

Régime dont l'application sera sans doute pire aujourd'hui qu'alors, car en 1877, même sous l'Ordre moral, il y avait encore un certain nombre de magistrats libéraux, tandis qu'en 1937 les magistrats sont tous fascistes.

Le second document important que renferme le livre de M. Israël est la réponse faite à une enquête de la *Revue Bleue* sur la presse, par le dernier grand écrivain de la bourgeoisie : Zola.

Je reproduis intégralement cette réponse; elle en vaut la peine :

Je suis pour la liberté illimitée; je la réclame pour moi et je tâche de la tolérer chez les autres. C'est pourquoi je ne veux pas qu'on touche à la liberté d'écrire. Si l'on touche au journal, on touchera au livre. Puis, toute restriction est grosse de menaces; la serpe aiguisée contre l'ivraie va couper le blé. Mais quelle tristesse, quel soulèvement indigné de la conscience devant l'œuvre abominable de la basse presse, dont le négoce, le trafic sur les curiosités du public est en train d'énerver, d'empoisonner la nation. Mon cœur en saigne, et il faut un douloureux effort de ma raison pour garder la sérénité de l'espoir. Quand même, je veux croire la presse initiatrice et libératrice, travaillant à plus d'instruction, à plus de lumière. Le torrent, même impur, fécondera tout. La vérité ne peut être que par la liberté.

Avec la certitude de passer, en notre époque de fascisme généralisé, pour un fossile libéral (ou libertaire, c'est le même mot), je dirai que l'opinion qu'exprimait ainsi Zola, il y a exactement quarante ans, reste toujours la seule vraie : *la vérité ne peut être que par la liberté.*

R. L.

La marche à l'unification du monde

Il n'est pas que dans le domaine physique que les mêmes causes produisent les mêmes effets; c'est vrai aussi dans le domaine social. D'où ces similitudes, ces « ricorsi », qu'on retrouve si fréquemment dans l'histoire.

Il est une de ces similitudes particulièrement frappante, et qui est bien instructive pour notre situation présente.

L'exemple du passé

Lorsqu'au IVe siècle avant notre ère, les conquêtes d'Alexandre eurent parachevé l'œuvre d'expansion poursuivie depuis 400 ans par la civilisation grecque, le monde — ce qui constituait alors le monde, c'est-à-dire la Méditerranée et le Proche-Orient — fut, à peu près tout entier, hellénisé. Du détroit de Gibraltar au golfe Persique, des steppes russes aux déserts de Libye, on parla et l'on pensa grec. C'est ce que les historiens modernes appellent la période « hellénistique », entendant marquer par là le caractère universel qu'avait pris la civilisation née quelques siècles plus tôt dans les bourgades de la petite presqu'île terminale de la péninsule balkanique.

Cette civilisation mondiale s'était créée et développée au sein de petites cités étroitement limitées. C'était dans le cadre d'Etats de dimensions fort restreintes que s'était élaboré l'ensemble d'acquisitions techniques et intellectuelles qui avait donné aux cités grecques une avance considérable sur le reste du monde; ce furent des Etats minuscules qui tirèrent parti de ces découvertes, les exploitèrent et les répandirent à travers le monde par le commerce et la colonisation; cela jusqu'au moment où un brillant conquérant, Alexandre, n'eut qu'à paraître pour porter l'extension de cette civilisation à ses limites.

Mais alors que le monde tout entier était devenu grec, alors qu'une sorte d'immmense communauté économique et culturelle s'était constituée, prisonnières de leur passé, prisonnières des conditions dans lesquelles elles avaient grandi et créé leur civilisation, les cités grecques restaient des Etats séparés, des Etats aussi divisés et antagonistes que jadis. Plus même que jadis. Jamais en effet les divisions de la Grèce, jamais le nationalisme de chaque cité ou de chaque groupe de cités ne furent poussés aussi loin qu'à l'époque où la Grèce venait d'unifier la civilisation du monde. Jamais des guerres plus fréquentes ne ravagèrent la petite presqu'île qu'au moment où elle venait de créer les conditions de la paix méditerranéenne.

Cette étonnante contradiction ne pouvait évidemment durer.

On sait comment elle fut résolue.

A ce monde que la Grèce avait matériellement et spirituellement unifié, mais auquel elle se trouvait incapable d'apporter l'unification politique, faute de pouvoir se la donner à elle-même, l'unification politique fut apportée par la conquête. Le monde « hellénistique » devint l'Empire romain.

Sous des formes très voisines, nous retrouvons le même processus quelque seize cents ans plus tard.

Nous voici, cette fois, tout à fait à la fin du moyen âge, au XIVe siècle. Durant les deux ou trois siècles précédents, succédant à la « nuit » du haut moyen âge, une civilisation nouvelle, celle du bas moyen âge, est née; produit d'inventions sur lesquelles la *R. P.* a plusieurs fois attiré l'attention. Comme la civilisation grecque, — et comme peut-être toute civilisation — cette civilisation est une civilisation urbaine, qui crée la ville et se crée dans et par la ville. C'est la civilisation des *Communes*. Au sein du monde féodal, la Commune assure son indépendance, tant politique qu'économique. L'industrie, à peu près totalement disparue depuis des siècles, renaît sous des formes nouvelles; un grand commerce international, maritime et terrestre, s'établit. Deux régions de grande industrie (industrie de la laine) se constituent, la Flandre et l'Italie du Nord; entre elles s'établissent d'actifs courants d'échanges (foires de Champagne), cependant que Bruges commerce avec ce qui ceinture la Baltique et la mer du Nord, et que Pise, Gênes, Venise envoient leurs navires aux extrémités de la Méditerranée et dans la mer Noire.

Sur cette base économique une grande civilisation s'élabore : c'est l'époque des hôtels de ville et des cathédrales. C'est aussi celle des Ecoles et de leur scolastique par laquelle la raison cherche à retrouver ses droits; c'est le temps de Dante et de Roger Bacon, fondateurs de la langue et de la science.

Mais, en vertu précisément de l'extension que prend la nouvelle civilisation, du fait même de ses relations commerciales avec l'extérieur, qui sont la base de l'existence et de la prospérité de la ville, l'isolement politique, que la commune a emprunté au régime féodal, — isolement qui oppose à la fois la ville et la campagne et les villes entre elles — est en pleine contradiction avec le nouvel état de choses. A ce moment aussi, le politique se trouve en retard sur l'économique et le social.

Comme dans la Grèce antique, plus la contradiction s'avère, et plus on n'y voit de solution que dans son renforcement. Au XIVe siècle le « patriotisme » des villes s'exacerbe; les mesures contre l'« étranger », fût-ce le paysan établi à quelques centaines de mètres des remparts, se succèdent; les guerres entre villes se multiplient.

Ici encore, ce sera un pouvoir extérieur qui résoudra la contradiction. Des princes ou un roi fonderont sur les ruines du morcellement urbain et du morcellement féodal de vastes Etats dans lesquels seront réunies, sous une même domination, les villes rivales et leurs campagnes ennemies de naguère.

Ne pensez-vous pas que la situation actuelle de l'Europe rappelle étrangement celle

des deux époques que je viens d'indiquer?

Tout comme les cités grecques, nos Etats ont porté la civilisation européenne dans le monde entier. La Terre entière est maintenant aussi européanisée qu'était hellénisé au IVe siècle av. J.-C. le monde méditerranéen. Notre siècle est le siècle de l'Europe; l'économie et la culture européennes sont devenues l'économie et la culture mondiales; notre époque est l'époque « européenistique ».

Mais, tout comme leurs prédécesseurs, les créateurs de cette économie et de cette culture mondiales sont restés étroitement « nationaux ». Loin de porter leurs institutions à la nouvelle échelle, ils ne songent qu'à renforcer leurs particularismes, à se séparer les uns des autres par des barrières de plus en plus élevées et de plus en plus nombreuses. Emprisonnés dans le cadre où s'est créée leur civilisation, ils sont impuissants à le briser, bien que leur développement économique et culturel l'ait dépassé. A l'unification économique et sociale ne répond aucune unification politique.

Comment se résoudra cette contradiction?

Au delà des incidents quotidiens de la politique internationale et les englobant, c'est l'une des deux questions cruciales de notre temps. Il faut l'avoir constamment présente à l'esprit, si l'on veut juger, d'une façon compréhensive, les événements de la politique extérieure.

En tant qu'Européens, nous sommes toujours plus ou moins obnubilés par les querelles intérieures de notre continent. L'antagonisme entre l'« axe Rome-Berlin » et le « triangle Paris-Londres-Moscou » nous paraît le fait fondamental; les autres conflits, tel celui du Japon avec la Chine, ne nous apparaissent que comme des conflits relativement secondaires, ou dont la seule importance réside dans la manière dont ils se grefferont sur nos conflits d'Europe.

Je pense que c'est le contraire qui est vrai. Pour l'historien de l'avenir, les actuels conflits franco-allemands ou anglo-italiens ne seront pas plus importants que ne le sont pour l'historien moderne les luttes de la ligue achéenne avec la ligue étolienne dans la Grèce antique, luttes qui lui apparaissent comme presque négligeables devant la conquête romaine, ou, plus précisément, qui n'ont d'importance que par rapport à cette conquête.

En fait, aujourd'hui, la lutte pour l'Empire du monde est commencée. Jusqu'à aujourd'hui, chaque puissance avait constitué son propre empire; maintenant qu'il ne reste plus guère sur la Terre de place disponible, commence la lutte finale qui décidera lequel des impérialismes absorbera les autres.

Certes, cette lutte n'en est encore qu'à ses tout premiers débuts; on en voit à peine s'en dessiner les grandes lignes. Cependant la chose est si capitale, et d'un intérêt si proche, qu'il faut tenter d'en esquisser dès maintenant le dessin, même si l'avenir devait montrer que plusieurs traits en sont faux.

Les candidats à l'Empire du monde

Et d'abord, quels sont les candidats à l'Empire du monde?

Ceux-ci ne manquent pas.

Non pas que nous voulions dire par là qu'il y a des Etats qui ont l'intention délibérée et consciente de se lancer à la conquête du monde. Rome non plus n'eut jamais l'intention de conquérir la Grèce, elle fit même tout pour ne pas la conquérir, effrayée des conséquences que cette conquête risquait d'avoir pour elle; elle la conquit tout de même, y étant obligée par la force des choses, par la nécessité de résoudre la contradiction entre les Etats nationaux et la civilisation mondiale. Pareillement, aujourd'hui, il y a des Etats qui sont, sans le vouloir et sans le savoir, candidats à la réalisation de l'unification du monde puisqu'il faut que se résolve la même contradiction aujourd'hui qu'alors.

Je pense que parmi les candidats possibles, on peut éliminer immédiatement toutes les puissances européennes ou, tout au moins, celles de l'Europe occidentale et centrale.

Nous éliminons ainsi la Grande-Bretagne. Elle est à éliminer parce qu'elle manque maintenant vraiment trop d'appétit. Elle est à ranger, définitivement, dans la catégorie des nations repues; les ambitions qu'elle a satisfaites étaient à l'échelle de ses capacités, elle n'est pas de taille à aspirer à plus.

Au cours de ces dix dernières années, nous avons souvent attiré l'attention sur la décadence de l'Angleterre et nous pensons que ce que nous en avons dit est toujours valable, malgré le vigoureux retour économique que la remarquable habileté de son capitalisme, combinée avec la haute qualification de sa main-d'œuvre, lui ont permis d'opérer depuis la dépréciation de la livre. Ayant été depuis la crise le premier grand Etat à déprécier sa monnaie, ayant pu, en même temps, profiter du stimulant que procura à son industrie nationale l'établissement du protectionnisme, arme dont elle était seule à n'avoir pas encore usé, profitant sur le marché international de l'absence de la plupart des autres pays européens, absence due à ce que ceux-ci avaient maintenu leurs monnaies à la parité d'avant crise (France, Hollande, Suisse, Belgique), ou bien à ce qu'ils se repliaient sur eux-mêmes pour des raisons politiques (autarchie de l'Allemagne et de l'Italie), l'Angleterre fut le premier pays à sortir de la crise.

Mais cette prospérité actuelle de l'économie britannique ne doit pas faire illusion. Elle est un accident heureux, comme il y en aura sans doute encore, qui momentanément ralentiront sa décadence, mais ce n'est qu'une petite bosse sur la ligne générale descendante, les raisons de fond qui la condamnent à descendre subsistant entières (1). Si l'on veut, par un fait topique, apprécier la diminution de puissance de l'Angleterre, il n'est qu'à comparer son attitude dans l'affaire d'Ethiopie — où l'impérialisme britannique ne marcha qu'à la remorque du pacifisme de la classe ouvrière, et sans jamais s'engager à fond — avec son attitude, voici près de 40 ans, dans l'affaire de Fachoda, par laquelle ses intérêts étaient cependant beaucoup moins gravement menacés.

A l'âge du pétrole, la qualité du charbon gallois ne suffit plus; à l'époque où chemins de fer et autos sillonnent les continents, et les avions les airs, la position insulaire a trop perdu de ses avantages. Trop faible territoire, trop faible population, même si l'on y ajoute le territoire utile et la population des Dominions qu'on ne peut d'ailleurs incorporer à

(1) Pour l'analyse de quelques-unes de ses causes on pourra consulter la *R. P.* d'avril 25.

l'Etat britannique que sous réserve d'inventaire.

Non! L'impérialisme britannique n'est plus apte aujourd'hui à conquérir le monde. Il a été le principal agent d'européanisation du monde, mais pas plus que l'unité politique de la Méditerranée antique ne s'est faite sous l'égide d'Athènes, l'unité politique du monde ne se fera sous l'égide de l'Angleterre.

L'Allemagne doit être, elle aussi, éliminée.

Certes, l'Allemagne n'est pas, comme l'Angleterre, un vieux pays, et encore moins un pays repu. Qu'elle puisse rêver de devenir maîtresse du monde, c'est possible; mais elle ne semble pas de taille à réaliser son rêve.

Pour nous autres, petit peuple de France, le germanisme nous paraît facilement constituer une masse d'hommes énorme. En réalité elle n'est énorme que par rapport à nous : 75 millions d'êtres (Allemands d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie), c'est presque le double de la population française, mais c'est bien peu, comparativement à ce que peuvent aligner l'Asie, l'Amérique ou la « sixième partie du monde ».

A vrai dire, pour ce qui nous occupe, il ne faut pas tellement tenir compte de l'importance actuelle de la population que de ses possibilités. Mais, précisément, les possibilités d'extension de la population germanique sont maintenant très faibles. Le germanisme ne pourrait s'étendre aujourd'hui que comme il s'est étendu hier, c'est-à-dire aux dépens du slavisme : en absorbant, en germanisant les Slaves. Rappelons encore une fois, car c'est un fait trop souvent ignoré bien que capital dans l'histoire de l'Europe, que la plus grosse partie des « Allemands » d'aujourd'hui, tous les Prussiens entre autres, sont originellement des Slaves. Les peuples germaniques n'occupaient au moyen âge que le bassin du Rhin et la rive gauche de l'Elbe; tout ce qui est à l'Est et au Sud de ce dernier fleuve était occupé par des Slaves. Ceux-ci ne furent, depuis lors, ni détruits ni refoulés, mais simplement peu à peu « assimilés » par des colons germaniques, qui leur donnèrent leur langage et leurs institutions.

C'est la continuation de cette œuvre, de ce *Drang Nach Osten* (« Poussée vers l'Est »), par conquête, absorption et assimilation des Slaves, commencée il y a dix siècles, qu'Hitler prétend aujourd'hui reprendre et poursuivre.

Or, il n'est pas douteux que l'Allemagne ne pourrait se mettre sur les rangs pour la conquête du monde qu'après avoir préalablement agrandi le germanisme par une nouvelle annexion politique et morale d'une grande partie, sinon de la totalité, des Slaves. Mais il est manifeste que ce qui fut possible au cours des derniers siècles ne l'est plus aujourd'hui, par suite de la disparition du facteur essentiel qui l'avait alors permis. Si les Germains en effet ont pu, au cours de la seconde partie du moyen âge et des premiers siècles des temps modernes, assimiler de grandes masses de Slaves, c'est parce qu'ils étaient porteurs d'une civilisation supérieure, celle de l'Occident européen. Ce sont les Germains qui initièrent à la technique occidentale les Slaves d'entre Elbe et Vistule, et, le long de la Baltique, au delà de la Vistule. Eux seuls pouvaient être ces initiateurs, car les techniques, à cette époque, ne pouvaient se propager que de proche en proche. Pour connaître et apprendre à manier une nouvelle charrue, il fallait que des voisins, déjà habitués à elle, viennent s'installer chez vous. Aujourd'hui, pour adopter les machines les plus compliquées, il suffit de faire venir un catalogue et d'embaucher un ingénieur. Dès lors, les Germains ne sont plus nécessaires aux Slaves. Ceux-ci peuvent acquérir n'importe quelle technique par eux-mêmes, ou par des maîtres venus de n'importe où. L'enfantine vanité montrée par les Russes actuels à l'égard de leurs « grandioses réalisations » est sans doute, pour une large part, due à ce qu'ils n'ont plus besoin d'apprendre la langue allemande, de s'incorporer aux Allemands, de devenir Allemands pour devenir maîtres de la technique des gens de l'Ouest. Fini donc pour les Allemands le rôle d'intermédiaires obligés entre les « sauvages » de l'Est et les « civilisés » de l'Ouest; par là, disparaît la raison de leurs succès d'antan. L'espoir de germaniser des Slaves n'est plus qu'une idée de romantique attardé.

Eliminées l'Angleterre et l'Allemagne, il ne reste plus comme compétiteurs possibles que trois Etats, dont chacun appartient à un continent différent : la Russie, le Japon et les Etats-Unis.

On pourrait peut-être imaginer que ces trois puissances seront amenées à se partager le monde, chacune devenant maîtresse de son continent, et laissant aux deux autres les leurs. C'est une formule séduisante sur le papier, mais c'est tout. L'économie et la civilisation modernes ne sont pas plus, en effet, une économie et une civilisation de continents que de fractions de continents. Elles sont véritablement mondiales. L'économie d'un pays d'Europe ou d'Amérique est actuellement souvent plus étroitement liée à celle de telle ou telle région d'Asie qu'à celle de tel ou tel Etat de son propre continent.

Acquérir l'hégémonie sur son propre continent peut être, pour chacun des trois pays précités, une opération préliminaire, plus ou moins indispensable, pour pouvoir affronter ses rivaux, mais ce ne peut être qu'une opération préliminaire, non définitive, et dont les phases successives seront d'ailleurs intimement liées à la lutte générale pour la conquête du monde.

Quelques traits des actuelles politiques impériales

Dès maintenant, qu'ils s'en rendent compte ou non, la Russie, le Japon et les Etats-Unis font une politique qui est, en grande partie, dirigée par le besoin de se préparer à la conquête du monde.

Pour cette conquête, la Russie a pour elle d'avoir, dès maintenant, une organisation internationale toute prête pour l'aider : celle qui continue à s'appeler l'« Internationale Communiste ».

Durant la centaine d'années que dura l'agonie de la Grèce, presque chaque ville possédait deux partis; c'étaient, tous deux, des « partis de l'étranger » : le parti macédonien et le parti romain. Chacune des deux puissances candidates à l'Empire méditerranéen entretenait en chaque ville toute une pléiade d'agents; d'autre part, la lutte de classes qui, à la suite de l'intense concentration des for-

tunes, avait également, en chaque ville, atteint son paroxysme, permettait à la Macédoine et à Rome de s'assurer chacune une masse de partisans gratuits, en soutenant soit l'une, soit l'autre des deux classes : la Macédoine soutenant généralement le parti du peuple, la « démocratie », et Rome l'aristocratie. Il n'y avait d'ailleurs là rien d'absolu, l'opportunité primait tout, si bien que l'on vit souvent Rome soutenir ici un tyran aristocrate, et, à côté, la démocratie; être à la fois, comme l'U.R.S.S. il n'y a pas si longtemps, l'alliée de Mussolini et le soutien du « Front populaire ».

De même, au XIVe siècle, durant la guerre de Cent Ans, cette première grande lutte pour la formation des Etats sur les ruines du morcellement féodal, on vit, dans les villes, le parti du peuple soutenu par la Maison d'Angleterre, tandis que le parti des riches était soutenu par la Maison de France.

Il est difficile de ne pas être frappé par la ressemblance de cette situation avec ce que nous constatons aujourd'hui dans la plupart des pays d'Europe et qui se développe à une allure accélérée. De plus en plus, et en grande partie selon la classe à laquelle on appartient, on est du parti de Moscou ou du parti de Berlin, en attendant d'être... de celui de Tokio ou de celui de New-York. Chaque classe cherchant, contre la classe adverse, un appui sur l'extérieur, les antagonismes intérieurs des classes tendent à se résoudre en antagonismes entre impérialismes... pour le plus grand profit des impérialismes et au grand dam de la lutte de classes.

Moscou a donc, pour le moment, tout au moins, l'avantage d'avoir sur ses rivaux une organisation internationale solidement bâtie pour soutenir, en chaque pays, ses visées impériales. Elle en a peut-être un autre aussi, plus profond. La *R.P.* a souvent attiré l'attention de ses lecteurs (2) sur la transformation que l'immensité des entreprises, dérivant elle-même des progrès de la technique, apporte au capitalisme, en réduisant considérablement le rôle du chef d'entreprise propriétaire, au bénéfice de celui des chefs salariés. Parallèlement, le développement de la machine automatique supprime chez un nombre de plus en plus grand d'ouvriers la relative indépendance que confère à l'ouvrier ses qualités professionnelles. Dès lors, le régime russe, qui a substitué complètement, dans la direction des entreprises, le chef salarié à l'entrepreneur indépendant, et qui a fait de l'ouvrier un serf, est incontestablement dans le sens de l'évolution générale du capitalisme; ce qui lui donne manifestement un avantage pour recueillir les pays moins « avancés » (au sens où l'on emploie ce mot pour le gibier) lorsqu'ils seront suffisamment à point.

Mais ce dernier avantage, le Japon est peut-être en passe de devoir l'acquérir.

On connaît le très fort mouvement « anticapitalistes », et tendant au capitalisme d'Etat, qui règne presque sans partage dans l'armée japonaise dont on sait l'influence considérable sur toute la politique du pays. On explique généralement cet « anticapitalisme » par le fait que la plupart des officiers sont d'origine paysanne, et que les paysans, au Japon, sont très malheureux. Cette raison ne doit être que très partiellement vraie car, dans tous les pays que nous connaissons, on constate que le militaire, une fois devenu militaire, n'est plus guidé que par l'« intérêt de l'armée », et non par celui de sa classe d'origine, dont il ne se sent plus, en aucune manière, solidaire. Ce doit donc être bien plutôt l'« intérêt de l'armée » qui fait revendiquer par les militaires l'instauration du capitalisme d'Etat.

La fonction de l'armée est de conquérir, et, depuis des années, l'armée japonaise s'est tout entière adonnée à une formidable conquête : la conquête de la Chine, immense opération dont elle s'est assurée la direction presque exclusive dans tous les domaines. Or, l'instauration du capitalisme d'Etat au Japon faciliterait sans doute singulièrement cette conquête. Qu'on se rappelle les violentes protestations de Sun Yat Sen contre le capitalisme privé. Nul doute qu'en s'y livrant, il ne traduisait les sentiments d'une grande partie de la Jeune Chine. Du fait même de sa composition sociale (diplômés sans capitaux, paysans sans terres) le « socialisme » du Kuomintang ne doit pas être une simple couverture de son nationalisme. Aussi, le jour où le Japon serait susceptible de ne plus apparaître aux Chinois comme le simple représentant du capitalisme occidental, le jour où il pourrait apparaître, à tort ou à raison, comme le porteur d'une forme nouvelle de société, il jouirait en Chine, et chez les autres peuples de race jaune, d'un prestige et d'un crédit qui l'aideraient à se faire ouvrir plus facilement les portes dans tout l'Extrême-Orient, de l'Amour à Java, des Philippines à l'Inde.

Une transformation sociale du Japon pourrait donc bien être une condition nécessaire à sa conquête de l'Asie, tout comme la transformation de la Russie lui a permis d'envisager la conquête de l'Europe. Voilà, sans doute, la raison des sentiments « anticapitalistes » de l'armée japonaise.

Le troisième des candidats éventuels à la domination mondiale, les Etats-Unis, se recueille, se contentant pour le moment de tâter le terrain.

Comme opération préliminaire, deux voies s'ouvrent à eux; elles ne sont d'ailleurs pas contradictoires.

La première consiste à s'assurer la maîtrise de tout leur continent : les trois Amériques.

Cette opération paraît vouloir être conduite d'une tout autre manière que celles employées par l'U.R.S.S. et le Japon sur leurs continents respectifs. Avant l'actuel Roosevelt, c'était la manière forte, *the big stick*, qui avait été surtout employée : interventions armées plus ou moins directes à Cuba, aux Philippines, à Haïti, au Nicaragua, menace permanente contre le Mexique et, partout ailleurs, « impérialisme du dollar ». Actuellement, c'est la manière douce : Haïti et Saint-Domingue ont été évacués, une date ferme a été fixée pour l'indépendance des Philippines, le droit d'intervenir à Cuba a été formellement abandonné et la dernière « révolution » cubaine a pu se dérouler sans intervention de l'armée américaine; en outre,

(2) Voir par exemple l'article de S. Weil dans *R.P.* du 25 août 1933.

si les capitaux yankee continuent sans aucun doute à jouer leur rôle dans maints pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, ils ont soin de se dépouiller de toute apparence de « services imposés ».

Cette politique eut son couronnement dans le voyage de Roosevelt en Amérique du Sud. Voyage qui apparut comme la préface à la constitution d'une sorte de Fédération américaine, de « Commonwealth », dont les Etats-Unis auraient naturellement été le centre, mais où chaque Etat aurait néanmoins gardé une indépendance aussi réelle que celle que possèdent, au sein du Commonwealth britannique, le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud.

Mais la réalisation d'une unité américaine, autrement que sous la forme purement défensive que lui avait donnée Monroë, est bien difficile, car il n'est pas un continent plus hétérogène que le continent américain. Entre les pays anglo-saxons de l'Amérique du Nord, les Etats semi-indiens de l'Amérique centrale, l'Etat demi-nègre du Brésil et les pays de l'extrémité méridionale de l'Amérique du Sud à peuplement latino-européen, quelle unité y a-t-il en dehors de l'appellation commune que leur ont donnée les géographes ?

Aussi, semble-t-il que c'est peut-être sur une autre voie que les Etats-Unis maintenant se dirigent : celle de l'union avec les vieux pays de l'Europe occidentale, France et Angleterre. C'est ainsi tout au moins qu'il semble qu'il faille interpréter les derniers discours de Roosevelt et les négociations avec l'Angleterre pour la conclusion d'un traité de commerce.

Tels sont, dans leur phase actuelle, les préparatifs des trois grandes puissances qui peuvent aspirer à l'Empire du monde, c'est-à-dire aspirer à réaliser cette unification politique que les développements issus de la révolution industrielle du XVIIIe siècle imposent.

Les facteurs décisifs : population et matières premières

Une fois que ces trois puissances auront achevé l'opération préliminaire qui consiste à conquérir ou à faire graviter autour d'elles les peuples qu'il leur est possible d'assimiler suffisamment pour constituer avec eux une masse homogène — ainsi que Rome fit des populations italiotes — les facteurs essentiels qui décideront de celle des trois à qui ira la victoire seront leurs populations respectives et leurs respectives richesses en matières premières, bases de la puissance industrielle.

Si l'on ajoute à la Russie les populations slaves de l'Europe orientale et centrale — et on peut le faire, car les liens qui unissent dès maintenant l'U.R.S.S. à la Tchécoslovaquie, bastion le plus avancé du monde slave en pays germanique, montrent que l'U.R.S.S. reprendra, à brève échéance, le rôle de « protecteur des Slaves » que tenait, avant 1914, le tsar — la population de ces Etats dépasse déjà largement 200 millions d'habitants; ce nombre pourrait cependant paraître assez faible si l'on n'avait soin de tenir compte que les Slaves, les Polonais aussi bien que les Russes sont extrêmement prolifiques: les plus prolifiques, à l'heure actuelle, de tous les peuples. Le taux d'accroissement annuel de la population polonaise, par exemple, est de plus de 16 %. Et les Slaves peuvent continuer longtemps encore à « croître et à multiplier » car, d'une part, ils ont de l'espace : vastes sont les territoires encore incultes ou semi-incultes, et, d'autre part, ils ont devant eux, rien que pour rattraper le niveau économique de l'Occident européen, la perspective de développements industriels considérables, qui exigeront une augmentation de population du même ordre que celui qu'a connu la population de l'Europe au cours du siècle dernier. Aussi, bien qu'il soit toujours assez hasardeux d'extrapoler en ces matières, on peut conjecturer sans trop de risques que l'on sera bientôt en présence de 400 millions de Slaves, bientôt, c'est-à-dire dans une ou deux décades.

Quant aux matières premières, il semble bien, malgré le petit nombre de renseignements sûrs, qu'elles doivent être à peu près à l'échelle de la population. Au point de vue du minéral fondamental : le charbon, la Sibérie constitue l'une des principales réserves du monde; l'Oural et la Sibérie ne sont point dépourvus de fer, ni l'Asie centrale de cuivre, et le pétrole de la Caspienne n'est pas encore épuisé...

En revanche, la Russie a contre elle, plus encore que son climat, son caractère massivement continental, qui rend les transports si onéreux et ouvre si peu de fenêtres sur le dehors.

Même en y ajoutant le Canada, les Etats-Unis n'ont pas 150 millions d'habitants; si l'on y ajoute les deux autres Amériques, on n'arrive pas loin de 250 millions; même total si, au lieu des Amériques, on ajoute la France, l'Angleterre et leurs satellites. C'est, là encore, un chiffre relativement imposant, mais, à la différence du bloc slave, ce bloc des vieux pays capitalistes n'augmente guère le chiffre de ses enfants. En France et en Angleterre, c'est la stagnation complète, et aux Etats-Unis on a eu tout juste un taux d'accroissement annuel moyen de 1,6 % entre 1920 et 1930, soit le dixième de celui de la Pologne !

Pour les matières premières, la situation est assez analogue. Beaucoup des gisements qui ont fait la fortune des Etats-Unis sont épuisés ou près de l'être. Certes, le pétrole des Etats-Unis et, plus certainement encore, sa houille peuvent durer longtemps, mais pour le cuivre, les Etats-Unis n'ont plus la prédominance, depuis la découverte des gisements de l'Afrique australe, et pour le fer, il leur faut dès maintenant importer du minerai, bien que, depuis 1918, leur production de fonte n'augmente pas. Ce qu'on peut donc dire, pour le moins, c'est qu'on se trouve dès aujourd'hui en face d'un pays « mûr », et ce n'est certes pas en s'unissant avec la vieille Europe qu'il se rajeunira.

Au double point de vue de la population et de la matière première, c'est l'Extrême-Orient qui est le mieux partagé.

Par lui-même, le Japon est très pauvre en matières premières, mais s'il parvient à « digérer » la Chine, ou, ce qui revient sensiblement au même, à être digéré par elle, il sera le détenteur des richesses minérales les plus considérables en l'état actuel de nos connaissances.

Plus encore que la Sibérie, la Chine est la grande réserve mondiale de charbon : 100

milliards de tonnes reconnus, d'après les estimations les plus modérées; la plus importante réserve en fer également : 1 milliard de tonnes. Or, charbon et fer sont les deux éléments capitaux de la puissance moderne, et la Chine arrivera sur la scène du monde avec ses gisements de charbon et de fer presque vierges, alors qu'ailleurs, les gîtes seront épuisés ou en voie d'épuisement. Avantage inestimable !

Quant à la population, le bloc sino-nippon défie plus encore toute comparaison : à eux deux, le Japon et la Chine font de 400 à 500 millions d'habitants (3) et si la population de la Chine est peut-être stationnaire, celle du Japon augmente encore de 13 % par an. En ajoutant l'Indochine et l'Indonésie, les 500 millions deviendront un minimum. Peut-être faut-il ajouter aussi l'Inde, et alors on n'est plus très loin d'atteindre, au moins comme chiffre maximum, le milliard.

Certes, il s'agit là d'une masse éminemment confuse, informe, « invertébrée », mais une masse néanmoins, relativement homogène, dont les civilisations ont eu, à plusieurs reprises, dans l'histoire, d'assez étroites relations, et qui ont été agitées, au moins une fois, par un même grand mouvement : le bouddhisme, mouvement qui y a encore des racines à peu près partout, sauf en son berceau. Il n'est donc pas exclu qu'une nouvelle « croyance » puisse se développer d'un bout à l'autre du monde jaune, l'axant autour d'une idée commune qui en fera une force commune.

C'est pourquoi la partie que joue actuellement le Japon en Chine, partie plus politique encore que militaire, présente une importance capitale. Si le Japon parvient, non seulement à conquérir, mais à se conjuguer avec la Chine, ce qu'en langage diplomatique il appelle : amener la Chine à « coopérer » avec lui, s'il parvient à réaliser, dans les 10, 20 ou 30 années qui viennent, un bloc sino-japonais, toute l'Asie extrême-orientale, 800 à 900 millions d'hommes, se tournera vers ce bloc comme vers le rédempteur, et pourra constituer une masse solidement unie, la masse de tous les ex-« humiliés et offensés ».

Si cette masse veut réaliser alors, à son profit, l'unification du monde, on ne voit pas trop quelle force pourrait s'y opposer : ni notre vieille civilisation latino-anglo-saxonne, ni même la masse slave enfermée dans l'immensité de ses plaines.

Avec son puissant coup d'œil à l'échelle géographique, Elisée Reclus écrivait, en 1900, lors de la guerre des Boxers (4) :

Il fut un temps où l'Angleterre, entourée d'un plus grand halo de prestige qu'elle ne l'est aujourd'hui, avait des ambitions dans la mer de Corée, mais la dure nécessité des temps l'oblige à se faire modeste : elle ne réclame plus l'île Quelpaert ni aucun autre poste maritime pour commander le détroit; ainsi, même au point de vue maritime, elle cesse d'entonner l'hymne de Rule the Waves; *elle se borne maintenant à choisir parmi les deux maux celui qu'elle redoute le moins : elle favorise le Japon par crainte de la Russie, mais elle n'est pas absolument sûre de la sagesse de sa politique en cette affaire. Les Japonais ne sont-ils pas des « Jaunes » comme les Chinois, et, si on leur donne comme mission spéciale d'être les champions de la civilisation européenne, représentée surtout par l'Angleterre et par son principe commercial de la « porte ouverte », n'accepteront-ils pas ce mandat avec une « face européenne » pour l'accomplir avec une « face asiatique » ? Le temps ne viendra-t-il pas où, solidement campés en Chine, ils feront alliance avec les masses innombrables des autres « Jaunes », et, renversant les rôles, se retourneront contre leurs alliés de la veille, contre la tourbe des envahisseurs occidentaux, pour essayer de « refermer les portes de l'Orient » ?*

Nous voyons, en ce moment même, à Shanghaï, se réaliser les débuts de la prédiction de Reclus : la fermeture par les Japonais des portes de l'Orient à la tourbe des envahisseurs occidentaux.

Nous verrons sans doute aussi, sinon nous, mais nos enfants ou nos petits-enfants, se réaliser la prophétie exprimée à la même époque par un remarquable connaisseur de l'Extrême-Orient, Alexandre Ular, qui écrivait, en 1901, dans la *Revue Blanche :*

Ceci ne sera pas pour demain et l'Europe de chasseurs de richesses verra encore de beaux jours. Mais l'après-demain de l'Europe sera différent... Le rêve grandiose du dernier penseur européen (5) *ne sera point réalisé : l'Européen d'après-demain ne sera pas individu autonome, il sera Chinois.*

R. Louzon.

P. S. — On a généralement été très surpris de l'attitude des Etats-Unis à la Conférence de Bruxelles. Dès le premier jour ce fut le délégué américain qui freina, et freina à bloc. Après les discours de Roosevelt on s'attendait à tout le contraire.

Ne faudrait-il pas chercher la raison de ce revirement dans le fait énoncé dans l'information que voici :

D'après les Financial News, *la nouvelle Compagnie industrielle japonaise, au capital de 3 milliards de yens, qui va être fondée pour diriger les industries lourdes du Mandchoukouo, sera financée en partie par le gouvernement japonais et en partie par un syndicat américain qui fournira à lui seul un milliard de yens. Ce syndicat comporterait la* Standard Oil, Ford, *la* General Motors *et un établissement de crédit dont le nom n'est pas dévoilé.*

Cette information date du 16 novembre. La date à laquelle a dû se réaliser l'opération dont il s'agit correspond donc tout à fait à l'intervalle qui sépare le discours de Roosevelt de l'ouverture de la Conférence.

(3) De 400 à 500, car les estimations de la populations chinoise varient dans des proportions considérables.

(4) E. Reclus. La Chine et la Diplomatie européenne (*Humanité Nouvelle*).

(5) Nietzsche, sans doute.

JULIA LANDAU EST LIBEREE

Julia Landau, dont nous avions annoncé la grève de la faim dans notre dernier numéro et qui avait dû, de ce fait, être transportée à l'hôpital, vient d'être libérée.

Mais son mari n'est toujours pas « retrouvé ».

Les autres camarades femmes détenues avec Landau, qui avaient, à leur tour, commencé la grève de la faim lors du transfert de Landau à l'hôpital, ont cessé la grève.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

L'équivoque continue *Chacun doit balayer devant sa porte et je ne voudrais pas me substituer à nos amis fonctionnaires pour apprécier l'attitude de leurs représentants syndicaux dans l'affaire des 150 francs qui s'est conclue, comme on sait, par l'acceptation du texte transactionnel de la délégation des gauches. C'est aux fonctionnaires eux-mêmes qu'il appartient de donner leur opinion.*

*Mais, comme dit l'autre, « si j'étais le gouvernement », je ne me laisserais plus prendre aux formules catégoriques, voire tranchantes, des responsables du mouvement syndical des fonctionnaires. Tout comme les staliniens des Métaux et du Bâtiment avec leur « sentence surarbitrale inacceptable », ceux-ci nous avaient assuré que les 150 francs étaient leur dernier mot, qu'ils ne descendraient pas au-dessous, qu'une transaction n'était pas possible. Delmas avait publié un article significatif dans l'*Ecole Libératrice *où il en venait, signe des temps, à évoquer l'incompréhension de Léon Blum lui-même devant le problème posé. Moi-même, je m'étais basé sur ce que je connaissais de Charles Laurent pour supputer les suites d'une attitude qu'il paraissait décidé à conserver jusqu'au bout, quelles qu'en puissent être les conséquences, fût-ce même la chute du gouvernement. Et puis... patatras ! La transaction abhorrée se fit sans grande douleur. L'intransigeance du Cartel des Services publics fondit sous l'influence de la Cagoule. Finalement, les propositions de la délégation des gauches — « un demi-succès », a écrit Delmas — furent votées par la Chambre à une majorité jusqu'ici inconnue. Chautemps obtint son vote de confiance, communistes compris. Le Sénat vient, à son tour, d'accepter le projet. Et le rideau tombe...*

On peut se demander s'il tombe sur le dernier acte d'une comédie bien réglée et s'il convient, désormais, de prendre au sérieux les déclarations des officiels du syndicalisme. Encore une fois, si les fonctionnaires eux-mêmes n'y trouvent quant à eux rien à redire, nous n'aurons pas la mauvaise grâce d'insister, quoique nous en eussions bien envie. Tout au plus soulignerons-nous l'influence que de tels revirements peuvent avoir, non seulement sur l'adversaire, qui saura désormais à quoi s'en tenir, mais surtout sur la confiance des adhérents envers l'organisation syndicale. Je ne sais pourquoi je pense, en écrivant ces lignes, au refrain dont Piquemal saturait les débats du Comité des « 22 » il y a quelque sept ans. « Il faut faire du neuf », répétait-il à tout bout de champ. En fait de neuf, qu'ont-ils donc fait, les Piquemal et les Boursicot, dans l'unité des fonctionnaires ? A peine du vieux-neuf... Quels cris n'auraient-ils pas poussés, il y a sept ans, devant le spectacle dont ils sont les propres acteurs aujourd'hui !

Nous avons surtout à regretter, en ce qui nous concerne, que la transaction finale ait permis, en sauvant le cabinet Chautemps, à l'équivoque de continuer. Nous souhaitions qu'à la faveur du conflit des fonctionnaires, le mouvement syndical reprenne son indépendance vis-à-vis d'un gouvernement qui se dit encore du Front populaire, mais ne fait rien de vraiment populaire, et vis-à-vis d'un Front populaire qui tolère un pareil gouvernement. Me permettra-t-on de rappeler à ce propos certaine réunion des Conseils syndicaux de la Seine tenue l'hiver dernier à la Mutualité ? Nous étions encore sous le gouvernement Blum et l'usine de la Chocolaterie des Gourmets venait d'être évacuée à l'aide de la police et de la garde mobile. Hénaff nous expliquait à la tribune qu'une telle chose n'avait été possible que parce que les patrons possédaient des amis au sein du gouvernement. Tout comme la Chambre au moment de Panama, la salle se mit à crier : « Les noms ! Les noms ! » Ce fut en vain qu'Hénaff essaya de poursuivre son laïus. La salle continuait à crier : « Les noms ! Les noms ! » Hénaff s'exécuta de fort mauvaise grâce. Il déclara que celui qui défendait la thèse patronale au sein du gouvernement était... « le citoyen Camille Chautemps ». Hénaff dut même ajouter que Chautemps était l'avocat-conseil de l'organisation des patrons chocolatiers.

Pas plus tard qu'hier, je lisais une déclaration d'Oreste Capocci, secrétaire général de la Fédération des Employés, à propos de M. Georges Bonnet dit « Cocantin ». Capocci accuse M. Georges Bonnet d'avoir reçu une délégation des propriétaires des Grands Magasins de nouveauté et de s'être fait leur avocat au sein des conseils du gouvernement à l'occasion des nouvelles modalités d'application des 5 × 8. L'accusation de Capocci a été reproduite dans plusieurs journaux. Elle n'a pas, que je sache, reçu de réponse.

A telles enseignes que notre mouvement syndical continue tout bonnement à soutenir un gouvernement dont le président et l'argentier sont, en réalité, détenteurs de la confiance de l'adversaire patronal ! Pour être tout à fait éclairé là-dessus, il suffit de s'adresser aux militants des organisations qui ont eu à mener des luttes depuis la chute du cabinet Blum, et de leur demander ce qu'ils ont obtenu. La réponse sera concluante. Nous sommes allés, les uns et les autres, et la C.G.T. en premier lieu, de camouflets en déceptions. Nous n'usons pas des moyens d'action que la force syndicale met à notre disposition et qui n'ont jamais été aussi puissants, nous conseillons la sagesse et la patience, tout cela « pour ne pas gêner le gouvernement », et, pendant ce temps-là, le gouvernement bibelote nos affaires avec les patrons et se fout carrément de nous. L'équivoque, la voilà ! Il n'est pas un seul militant de syndicat capable de démentir que l'organisation syndicale tout entière est en train d'user son crédit et sa force dans ce petit jeu.

Les fonctionnaires pouvaient nous libérer tous. Ils ne l'ont pas fait. Le pire, c'est que nous auons pu avoir besoin d'eux et que les Fédérations ouvrières, les Fédérations de pro-

ducteurs, tolèrent encore que la C.G.T. reste accrochée à la formation politique dite « Front populaire ». C'est en cela que les staliniens nous apparaissent comme les plus grands coupables. Ces Fédérations ouvrières, ils en sont les maîtres presque absolus. Ils n'auraient pas grand'chose à dire pour qu'elles reprennent la tactique de bataille que nous souhaitons. Ils connaissent mieux que nous le trouble où sont plongés les dirigeants de ces Fédérations. Mais ils restent silencieux. Ils interviennent, au contraire, pour étouffer toute velléité de rébellion. Ils n'hésitent pas à se faire les défenseurs du plus plat réformisme.

A tous ceux qui se demandent le pourquoi de cette attitude, n'hésitons pas à donner et à répéter notre explication. C'est la seule qui « tient ». Nous disons que cette tactique des staliniens dans l'action ouvrière est commandée par l'attitude que leur imposent les directives de Moscou : ils ne décident d'une bataille syndicale que selon la consigne reçue vis-à-vis du gouvernement. Tant qu'au point de vue international le Kremlin aura intérêt à conserver l'actuel gouvernement, nos staliniens seront sages. Ils redeviendront partisans de l'action lorsque Moscou voudra se débarrasser de MM. Chautemps et Yvon Delbos. En fait, les intérêts ouvriers sont subordonnés à la politique internationale de Staline, et ils en suivent les alternances. Il en sera ainsi tant que le syndicalisme authentique ne sortira pas du néant, tant qu'on ne se décidera pas à renvoyer les politiciens prêcher « la France aux Français » aux... électeurs, réservant, comme leur domaine naturel, « les syndicats aux syndicalistes ».

L'unité qui fait peur

Quel dommage que la Révolution prolétarienne *n'ait pu devenir hebdomadaire! Quel dommage, même, que nous ne puissions disposer d'un quotidien où, au jour le jour, nous écririons la vérité sur ce qui se trame dans notre mouvement ! Je voulais parler maintenant de l'unité syndicale internationale remise à l'ordre du jour par le voyage à Moscou de Jouhaux, Schevenels et Stolz. Or j'écris pendant qu'est réuni, à Paris, le Conseil général de la F.S.I. Il est certain que le voyage à Moscou formera le clou de cette assemblée. Il est possible qu'à son issue la question ne se pose plus de la même façon. Une fois de plus, nous serons en retard sur les événements, une fois de plus, nous arriverons après la bataille !*

Quoi qu'il en soit, il est un mot, un seul, qui situe la question de l'unité telle qu'elle apparaît après le retour de Moscou de Léon Jouhaux. Je mets délibérément de côté l'enthousiasme de commande des staliniens. Ce mot, c'est que l'unité syndicale internationale en voie de réalisation est, pour les militants restés syndicalistes, l'unité qui fait peur!

Peur, parce que se dessine la mainmise russe sur la direction de l'Internationale syndicale, où, comme nous l'avons dit la quinzaine dernière, et comme je l'ai répété dans un court article que la Flèche *m'a demandé, Jouhaux remplacerait Citrine à la présidence. Peur, parce que, du même coup, la fonction de secrétaire général de la C.G.T. tomberait dans les mains du Comité central stalinien en la personne de Racamond. Peur, parce que, de cette façon, la politique internationale du Kremlin deviendrait authentiquement celle de la F.S.I. et celle de la C.G.T. — ne l'est-elle pas déjà? — et que nous croyons, nous, que cette politique mène à la guerre. Peur, enfin, parce que les Syndicats russes qui seront demain l'élément prépondérant de la F.S.I. ne sont pas, en réalité, des syndicats, mais de purs organes d'exécution de la dictature stalinienne sur les ouvriers, et que cela risque de tuer pour longtemps l'internationalisme syndical déjà si faible, si effacé, presque inexistant pour tout dire.*

Je ne sais rien de ce qui se dira et se fera au Conseil général de la Fédération Syndicale Internationale. Tout au plus nous est-il loisible d'espérer que Citrine ne se laissera pas faire. Mais quelle misère d'attendre cela de sir *Walter !*

M. CHAMBELLAND.

CHEZ LES FONCTIONNAIRES

Le régime de la douche écossaise

Point n'est besoin de retracer ici, par le détail, l'action du Cartel Central des Services publics. Je me bornerai à la considérer dans son ensemble.

Un Conseil national de la Fédération postale, fin juillet, décide une campagne d'agitation pour nos quarante heures et l'obtention d'une indemnité de vie chère. Sur mandat de la Commission exécutive, le Cartel en est saisi. Ce dernier prend alors l'affaire en mains. Notre revendication est rapidement formulée : indemnité pour tous de 150 francs par mois. On ne manque pas d'insister sur le caractère modéré de cet objectif. Pratiquement, c'est le relèvement à 12.000 francs du salaire minimum vital.

Le 3 octobre, première série de meetings qui rencontrent un franc succès, où les délégués du Cartel central sont accueillis avec enthousiasme quand ils proclament que nos 150 francs sont un minimum qu'on arrachera, s'il le faut, de haute lutte. Le 6, meeting du Vel' d'Hiv, organisé par le Cartel régional parisien. L'immense salle est pleine à craquer et la foule déborde dans la rue. Pas de doute, c'est la victoire ou la bataille.

Après mûre réflexion, le gouvernement fait des propositions : 100 francs dans les grands centres, 66 francs partout ailleurs, 50 francs pour les retraités.

M. Bonnet, reprenant l'argumentation à laquelle recourut Vincent Auriol, s'efforce de justifier ces chiffres dérisoires, en soutenant que les fonctionnaires avaient bien accepté, fin 1929, le revalorisation de leurs traitements au coefficient 5, alors que l'indice de cherté de vie dépassait 600, et il fait remarquer que l'indice d'octobre atteint à peine 640! On veut nous ligoter devant l'opinion publique et nous river au pied le boulet de

notre défaite de 1929. C'est ainsi que le Front populaire au pouvoir conçoit et rend la justice. Croit-on que nous bourrons nos portefeuilles d'emprunts à garantie de change ou qu'au lieu de pain et de viande, nous nous nourrissions de papier-monnaie?

Derechef, les 19 et 20 octobre, le Conseil National de la Fédération Postale est réuni. Le dénouement approche, il faut prendre des décisions.

Nous apprenons que la température du Cartel Central est plutôt tiède, que certains n'envisagent pas sans inquiétude les répercussions d'une action énergique sur l'existence du Front populaire.

Néanmoins le Cartel proteste et déclare inacceptables les propositions gouvernementales. Nous sommes informés que le terme « inacceptables » a fait tiquer Semard qui déjà, au lendemain du Vel' d'Hiv, marquait son désaccord avec les moyens envisagés dans l'intervention du secrétaire du Cartel.

Mais dans son manifeste, le Cartel annonce aussi qu'il s'en remet maintenant à l'arbitrage du Parlement. « Mouvements divers » chez les militants postiers, placés brusquement devant le fait accompli. Se soumettre à l'arbitrage du Parlement c'est, sans contestation possible, renoncer à agir. Ceux qui ont mauvais caractère font la grimace : alors quoi, la salade est cuite? C'est tout de même une bien belle salade : Charles Laurent est reçu par M. Chautemps, Neumeyer s'entretient avec Léon Blum. Nous entrons dans l'ère des tractations et des marchandages. De telles méthodes font mauvaise impression; elles sont jugées sévèrement par des camarades qui n'y voient que palabres de maquignons en foire.

On discute pied à pied. Le gouvernement, bribe à bribe, lâche des concessions qu'il reprend aussitôt. N'a-t-il pas été porté au pouvoir pour endiguer, refouler la « dictature des masses »? Parfois M. Chautemps, réputé aimable et courtois, sort de ses gonds, il se fâche. Il avait déjà signifié, sur un ton sans réplique et désignant de l'index l'étage supérieur de l'hôtel Matignon où sont les bureaux de Blum, qu'aujourd'hui c'était lui qui dirigeait. On s'en aperçoit et ce n'est pas en vain qu'il a inspiré l'arbitrage rendu dans la métallurgie et le bâtiment. Le patronat se rassure.

Les représentants du Cartel font le tour des groupes qui constituent la majorité parlementaire et prennent contact avec la délégation des gauches. Nous avons glissé sur le plan poltiique et l'on s'achemine vers le compromis.

A la vérité, coincés entre le gouvernement et le Cartel, les groupes sont fort embarrassés. Chacun décide de jouer son jeu. Parti radical et parti socialiste, prisonniers de la solidarité ministérielle, font du mieux qu'ils peuvent : ils confessent publiquement qu'ils ont pieds et poings liés. Le parti communiste, qui a toute sa liberté de manœuvre, déclare bruyamment qu'il conformera son attitude à celle du Cartel. Déclaration savoureuse quand on sait qu'il était exactement renseigné sur les possibilités d'action du Cartel qui ne pouvait plus guère envisager, devant la carence de certaines organisations, qu'une courte démonstration de mauvaise humeur limitée à quelques fédérations.

De plus, le Cartel s'est entretenu avec tous les responsables des partis du Front populaire. Il s'est également rendu au 120, de la rue Lafayette, où l'ont reçu Thorez, Duclos, Gitton, etc.; c'était à la veille du Comité central. Si l'on assure le Cartel du soutien du parti, on convient, « entre militants, qu'il faut bien aboutir à un compromis ». Il était donc acquis que tout comme les autres, le parti communiste mettrait finalement les pouces. Habileté d'illusionnistes.

« La comédie est finie », soupirait un empereur romain sur son lit de mort. L'arbitrage est rendu, au nom du Front populaire et du suffrage universel, pouvait-on ajouter, après le vote de la quasi-unanimité de la Chambre.

Il y a deux mois environ — Chambelland le relatait ici — l'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne avait songé à une grève de solidarité pour appuyer nos camarades des métaux et du bâtiment, en difficultés avec leur surarbitre. On ne pensait sans doute pas que messieurs les députés, secrétaires ou présidents de fédérations et de syndicats, allaient délibérément rompre avec la solidarité ouvrière la plus élémentaire et prendre parti pour le gouvernement.

La couleuvre est de taille. Nous n'en déduirons pas que les métaux avec Croizat, que les gars du bâtiment avec Brout, que les agriculteurs avec Chaussy, que les cheminots avec Demusois et Midol, sont dressés contre les budgétivores. Il est d'ailleurs bien vrai qu'un certain Cristofol, secrétaire d'une section de douaniers, a voté comme les autres. L'incompatibilité d'un mandat syndical et politique a décidément des vertus insoupçonnées et d'abord d'empêcher que soit mise en péril la solidarité du mouvement syndical.

La déception est grande dans la masse des fonctionnaires. Mécontents et inquiets, ils savent que la restauration partielle de leur pouvoir d'achat est déjà menacée par l'annonce de l'augmentation prochaine du prix des transports. Il est facile de prévoir que le coût de la vie va encore monter en chandelle. Le problème n'est donc pas résolu, il se reposera dans quelques mois.

C'est pourquoi les dirigeants du Cartel se sont surtout préoccupés d'obtenir un résultat substantiel pour le quatrième trimestre, et que l'on peut chiffrer à 80% de la revendication primitive.

Il n'en reste pas moins que nous avons capitulé sans coup férir, bien que l'on ait partout affirmé que les 150 francs étaient un minimum que l'on défendrait avec intransigeance. Ces menaces avaient été prises au sérieux. Aussi bien, des remous inévitables secouent nos syndicats. Souhaitons que nos militants parviennent à circonscrire les dégâts, car un affaiblissement de nos organisation pèserait sur notre action future.

C'est pour beaucoup une dure leçon, mais dont ils tireront profit. Il ne leur a pas échappé que notre attitude de passivité a pour cause essentielle notre subordination à une formation politique qui freine, de toute sa force d'inertie, l'élan et les aspirations de la classe ouvrière. Il fait déjà plus clair dans leur esprit où se précise la notion d'indépendance du syndicalisme.

On pressent le travail profond qui s'opère chez nos camarades. Leurs illusions tombent comme des feuilles mortes. Ils ont reçu le vote quasi-unanime de la Chambre en pleine figure, ou comme un vigoureux coup de trique sur leurs doigts crochus de budgétivores à mille francs par mois. On les a traités comme ces clientèles qu'il faut rudoyer pour contenir leur avidité. Le Front populaire est au pouvoir et nos organisations déchoient au rang « d'ordres mendiants » !

Les temps sont changés. Voici plus de trois ans, dans la nuit du 6 au 7 février 1934, l'émeute fasciste déferlait contre le Palais-Bourbon. Maîtresse de la rue, sa victoire morale pesait sur nous comme une chape de plomb. Le gouvernement Daladier, vaincu, démissionnait piteusement. Dans les partis de gauche, c'était le désarroi. L'après-midi

du 7 février, des militants syndicalistes, qui avaient déjà jeté un cri de ralliement, trouvaient à la Chambre M. Herriot effondré dans un fauteuil et gémissant sur le sort de la république. Le Comité central du parti communiste siégeait dans une cave d'Ivry; la C.A.P. du parti socialiste était rassemblée rue Feydeau. Partout, dans le même sentiment d'impuissance angoissée, on se masturbe les méninges... que faire?

Mais nos libertés sont menacées, la C.G.T. jette ses forces dans la bataille. La nouvelle se répand avec rapidité. C'est la bouée providentielle où s'accrochent futurs ministres et futurs consuls. Les syndicats : espoir suprême et suprême pensée!

Le 12 février, c'est la réplique triomphale du prolétariat organisé. Les travailleurs de la fonction publique lui donnent le mordant et la puissance qui déconcertent l'ennemi.

Quatre ans ont passé. La mémoire n'est pas la qualité cardinale des policitiens de tous poils. Mais si nos camarades ne regrettent rien, s'ils sont encore prêts à se jeter dans la bagarre pour la sauvegarde de nos libertés, ils n'ont rien oublié. A les soumettre au régime de la douche écossaise, on les aidera à retrouver leur lucidité, à revenir à une intelligence exacte des faits. Ils commencent à se rendre compte que des vessies ne sont pas des lanternes et qu'un gouvernement camouflé en gouvernement de Front populaire, obéissant aux forces capitalistes, est un moyen habile de les soumettre à l'ordre bourgeois.

E. Fronty.

La C.G.T. doit reprendre sa liberté

La Confédération Générale du Travail doit reprendre sa liberté d'action. Cette idée me poursuit depuis la formation du gouvernement Chautemps.

La C.G.T. donna son adhésion, en 1935, au Rassemblement populaire, à seule fin de barrer la route au fascisme et de vaincre la crise économique.Un programme fut à ce moment-là élaboré, qui ne donnait pas complète satisfaction au mouvement syndical, vu qu'il ne contenait pas les réformes de structure.

Le Congrès de Toulouse approuva le programme du Rassemblement populaire tout en considérant qu'il était incomplet; il se prononça pour le maintien du Plan de la C.G.T.

Le Rassemblement populaire créa dans le pays un grand enthousiasme. Le gouvernement Blum, issu des élections, fit naître une grande espérance. Sous la pression de la vague de fond de mai et juin 1936, le premier gouvernement du Front populaire fit voter d'urgence des lois sociales d'une grande importance pour les travailleurs : conventions collectives, congés payés, semaine de 40 heures. Ces lois favorisèrent l'organisation des salariés de l'industrie privée, ce qui a permis à la C.G.T. de grouper 5 millions d'adhérents.

La confiance est née dans l'esprit des prolétaires, ils se sont enfin rendu compte que l'organisation syndicale des travailleurs est une grande force.

Le patronat, atterré par la vigueur de l'offensive ouvrière, fut d'abord désemparé; tel un roseau, pendant la bourrasque, il plia. Mais il prépara minutieusement sa revanche. Ce fut, en juillet 1936, l'attaque du Sénat contre l'occupation des usines. J'écrivis dans le *Gazier de Banlieue* du mois ce que j'en pensais.

Dans les ministères, petit à petit, les hauts fonctionnaires firent triompher leur politique rétrogade. Le patronat bancaire et industriel commença à relever la tête. Ce fut la *pause*. Pause qui devait permettre de souffler pour poursuivre plus sûrement la route.

Hélas! Les chefs du Rassemblement populaire, au repos, étaient si fatigués qu'ils s'endormirent. Quelques éléments s'efforcèrent bien de les réveiller. Ce fut en vain.

Les congrégations économiques ne se sont pas endormies; elles ont travaillé d'arrache-pied pour constituer une forte organisation et commencé ensuite un travail de grignotage.

Puis une presse bien orchestrée a mené une vigoureuse campagne contre la semaine de 40 heures; de nombreux syndicats patronaux demandent la prolongation de la semaine légale; dans des usines, les délégués syndicaux sont licenciés; les conventions collectives ne sont pas respectées.

Ce n'est plus la *pause*. C'est le *recul*.

Le patronat a montré une grande habileté : il a su placer dans le ministère Chautemps des hommes qui défendent énergiquement sa politique.

Le président du Conseil prononça à la Chambre un grand discours où il ne manqua pas de déclarer qu'il ferait respecter la loi par tous. Mais, en fait, il impose la loi aux travailleurs et laisse toute liberté aux patrons de la violer.

C'est ainsi que le décret d'application de la semaine de 40 heures contient pour l'industrie du gaz et de l'électricité la non-récupération des jours fériés. Par circulaire, Février, ministre du Travail, confirme le décret. Certains patrons gaziers ne veulent tenir aucun compte de la loi et imposent la récupération des jours fériés. Des grèves se sont déclenchées pour faire respecter la loi. Des sanctions sont prises contre les grévistes. Le bureau fédéral fait plusieurs démarches auprès du président du Conseil pour qu'il tienne les promesses faites à la Chambre : faire respecter la loi par tous. M. Chautemps est sourd. La loi est applicable aux travailleurs, mais non aux patrons !

Des camarades objecteront que ce sont des cas d'espèce, auxquels il ne faut pas attacher une grande importance. Examinons plus profondément le problème : l'augmentation offerte par Georges Bonnet aux fonctionnaires est-elle suffisante?

Malgré l'augmentation constante du coût de la vie, les sentences arbitrales rendues pour les métallurgistes et les ouvriers du bâtiment de la région parisienne ne leur ont accordé qu'une augmentation de salaires de 6 %. On sait que c'est le gouvernement qui oriente les surarbitres; c'est dire qu'il poursuit une politique de déflation des salaires.

La C.G.T. va-t-elle continuer à fermer les yeux?

Je pense que la C.G.T. doit enregistrer la carence du Rassemblement populaire, dont le duo Chautemps-Bonnet se moque...

Dans les masses populaires, la déception commence à faire son œuvre; le découragement se fait sentir, et c'est dangereux.

La C.G.T. doit reprendre sa liberté d'action, en se retirant du Rassemblement populaire; elle doit entreprendre dans le pays une vigoureuse campagne en faveur des réformes de structure, qui, seules, peuvent permettre de poursuivre la route vers le progrès social.

C. Delsol.

Le Comité Général de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne

Samedi 20 novembre. — A neuf heures précises, il y avait exactement dans la salle de l'avenue Mathurin-Moreau cinq délégués, le secrétaire général Raynaud et deux dactylos de l'Union. A 10 heures, lorsque Raynaud décida d'ouvrir la séance, il y avait une centaine de délégués : titulaires et suppléants.

Raynaud, très en forme, nous raconta — comme hors-d'œuvre — quelques histoires; puis, exaltant le rôle du militant, il déclara « que les militants ne devaient pas céder à cette vilaine démagogie (tiens!); se méfier des provocateurs qui se glissent parmi les assemblées et qui proposent des tas de choses abracadabrantes; en un mot, qu'il était préférable de friser l'impopularité, de se faire engueuler, plutôt que de lancer les organisations dans des mouvements inconsidérés. »

Puis l'exaltation du Front populaire : ne point le rompre, pas de grève des métallurgistes pendant le congrès radical de Lille; la classe ouvrière doit rester le rempart du Front populaire (un peu de fraîcheur à ce moment dans la salle). Alors Raynaud sentit qu'il fallait distribuer quelques coups de trique; il partit à fond de train et vitupéra contre une certaine IVe Internationale, laquelle venait de tenir à la Mutualité une grande réunion, annoncée à grand fracas d'affiches et de tracts et le « d'où vient l'argent de cette organisation fantôme..., de ces trotskystes, de ces traîtres à l'U.R.S.S. » (*applaudissements prolongés*) « qui jettent le discrédit sur les militants, notamment ceux de la métallurgie et du bâtiment » (à l'occasion de la grève de 24 heures); une allusion très nette contre les Amicales socialistes; puis une critique âpre sur *Syndicats* (à propos des articles de Belin et de Froideval); un bon coup de gueule sur la vie chère et l'échelle mobile (décidément très à la mode cette année); le renouvellement des conventions collectives; les grands travaux et la retraite des vieux travailleurs; le R. U. P. et la construction d'une Bourse du Travail.

Naturellement, un beau discours, bien préparé et bien jacté. Un de ces bons discours réformistes qui, il y a quelque temps, eût été sifflé, mais qui fut très applaudi, surtout le couplet sur le Front populaire et la grande idée de Raynaud : « de susciter une conférence régionale de l'ensemble des partis composant le Front populaire et où seraient indiquées toutes les clauses du programme qui ne furent jamais réalisées. » (*Applaudissements.*)

Et la discussion commença. Défilé à la tribune des délégués. Chacun raconte sa petite histoire — sans passion d'ailleurs — et s'il eût fait plus chaud dans cette salle, c'était le moment de récupérer quelques heures de sommeil qui manquent toujours au militant.

Cette fois, la métallurgie et le bâtiment se tinrent cois, mais l'agriculture donna : assaut de courtoisie entre les délégués de Gonesse et des Jardiniers de Paris; Bellugue, pertinemment, demanda quelle était la position doctrinale de l'Union vis-à-vis de l'échelle mobile et de la question des indices, puis quelques orateurs qui parlèrent dans une quasi-indifférence, et Raynaud répondit. Il était près de midi. Les motions furent adoptées et chacun s'en fut reprendre des forces pour l'après-midi.

Alors ce fut Hénaff qui donna.

Il donna avec fougue et passion. Ce fut la question espagnole qui fut traitée. Mais pourquoi dans ce discours, qui à certains moments fut très pathétique, faire l'accusation du Front populaire, que le matin Raynaud encensait ? Pourquoi accuser certains éléments révolutionnaires espagnols, comme les adhérents du P.O.U.M., d'être les agents de Franco, alors que nous savons tous que cela est inexact ? Pourquoi déclarer « *qu'il faudra parler de toutes ces choses au congrès prochain de la C.G.T.*, CAR IL FAUDRA BIEN QU'IL Y EN AIT UN ? » Que cela veut-il dire : *car il faudra bien qu'il y en ait un ?* Faut-il interpréter cette phrase comme un *avertissement* à la C.G.T. ou comme une *menace ?*

Bien dommage qu'il y ait eu dans l'exposé de Hénaff des considérations spéciales qui ont déterminé dans l'auditoire quelques mouvements divers, car le moins averti sentait qu'une question politique dominait le débat. Et cette question politique s'est affirmée encore plus nettement dans la résolution qui fut votée. L'Espagne républicaine, pourtant, a besoin *de l'aide de tous* pour sauvegarder son indépendance.

Quelques questions furent ensuite posées, et à 19 h. 45 la séance était levée.

Le lendemain, dimanche 21, la question financière fut examinée. Rien de saillant; les finances sont bonnes — quoiqu'*une augmentation de la cotisation soit envisagée* pour 1938. Nous apprîmes quelques choses intéressantes : le projet de construction de l'Union, avenue Mathurin-Moreau, projet grandiose et peut-être difficilement réalisable; des nouvelles agréables sur l'Andronnière et Préfailles, colonies de vacances de l'Union. Nous avons également appris que l'Union avait prêté quelque argent, de-ci, de-là, notamment 500.000 francs aux métallos... Enfin, tout va bien, sauf augmentation de la cotisation après le congrès de l'Union, lequel est fixé en mars 1938.

En somme, un Comité général qui, tout en étant *mieux* que le précédent, ne donne aucunement l'expression de la démocratie syndicale et ne peut être considéré, dans sa forme actuelle, comme un organisme sérieux de direction syndicale. Ce fut une conférence d'information et c'est tout. C'est peu ! Les organisations ouvrières de la région parisienne méritent mieux. *Ou il faut supprimer le Comité général, ou réexaminer la question.* Il est difficile pour un militant de soutenir le contraire.

Deux jours de travaux : deux discours :

L'un, de Raynaud, encensant le Front populaire, le maintenant malgré la pause et quelques accrocs à la charte, désirant le renforcer même;

L'autre, de Hénaff, critiquant âprement le même Front populaire et esquissant des menaces, à son égard, en raison du problème espagnol.

Les deux discours, parfaitement exposés, *mais se contredisant*, furent applaudis chaleureusement et leurs conclusions adoptées ! ! !

Sans doute un troisième discours, détruisant les deux premiers, aurait-il été applaudi non moins chaleureusement ?

Alors, c'est ça un Comité général de la plus forte Union de France ?

LE DÉLÉGUÉ.

Deux réponses à Nicolas

Ainsi que nous l'avons spontanément indiqué en insérant l'article de notre ami L. Nicolas sur le Congrès de l'Union Anarchiste, nous publions ci-dessous les deux réponses qui nous sont parvenues. Nous sommes bien trop attachés au droit de libre expression pour demander à nos correspondants d'atténuer le tour violemment personnel de leurs répliques. Mais il nous semble qu'engagée sur un pareil terrain et menée avec un tel ton, cette polémique n'apporterait plus rien de substantiel ni d'intéressant à nos lecteurs. Aussi n'hésitons-nous pas à déclarer que, si elle doit se poursuivre, il vaut mieux que ce soit ailleurs que dans les colonnes de la *R.P.* — M. Ch.

La C. A. de l'Union Anarchiste

Dans son dernier numéro, la R.P., *en publiant l'article de L. Nicolas sur le congrès de l'Union Anarchiste, le fait précéder d'un « chapeau » où il est souligné que cet article n'engage que Nicolas lui-même. En enregistrant cette déclaration qui nous satisfait, nous exprimons cependant notre étonnement que la* R.P. *ait cru devoir donner l'hospitalité à un article concernant les débats, l'orientation d'une organisation qui a toujours eu de bons rapports avec le noyau de la R.P. L'Union Anarchiste et son organe* le Libertaire *n'ont jamais éprouvé le besoin de prendre position sur les divergences et le « malaise » qui existent dans votre noyau. Nous considérons que cela ne regarde que vous. Fâcheuse manifestation de ce « libéralisme » des membres de l'U.A. dénoncé par Nicolas !*

Donc, la R.P. *insère aujourd'hui l'attaque la plus hypocrite, la plus fielleuse, la plus mensongère aussi contre les « dirigeants » de l'U.A. Comme elle nous l'a promis, elle permettra à ces « dirigeants » de remettre les choses au point. C'est pourquoi nous vous demandons l'insertion de la présente.*

Tout d'abord, et afin d'éviter que ne s'éternise une polémique déplacée, la C.A. de l'Union Anarchiste ne s'attardera pas à réfuter point par point les allégations de L. Nicolas. Elle veut seulement signaler qu'à la majorité moins deux voix, le congrès de l'U.A. a approuvé la position de l'organisation sur la question d'Espagne. Cela nous suffit.

Après s'être évertué pendant des mois à vilipender dans ces colonnes les militants responsables de la C.N.T.-F.A.I., Nicolas s'en prend maintenant aux « dirigeants » de l'U.A. Ce singulier « anarchiste » tente ainsi de discréditer les camarades qui ont le tort, à ses yeux, de ne pas suivre ses discutables conseils.

Cela n'a qu'une piètre importance. Qu'il nous suffise de dire, pour que les lecteurs de cette revue puisse évaluer l'objectivité de L. Nicolas, que celui-ci n'a pas hésité à leur présenter une relation détaillée de notre congrès sans même y avoir assisté. Cette simple observation permettra aux camarades de mesurer à sa juste valeur la critique systématique de Nicolas à l'égard des révolutionnaires espagnols, en considérant qu'il a fait preuve pour les condamner de la même objectivité, dont sa diatribe contre nous témoigne. Ainsi tel attaque de parti pris qui s'avère incapable d'honnêteté dans la simple information.

D'ailleurs, les délégués de notre congrès, qui sont pour la plupart lecteurs assidus de la R.P., *auront d'eux-mêmes remis les choses au point.*

Pour le reste et les commentaires dépréciateurs qui l'accompagnent, nous les abandonnons à leur auteur et à ceux, fort peu nombreux, qu'il abuse encore et qui pensent avec lui que l'U.A. n'est pas « l'organisation qui peut donner satisfaction aux besoins de combat et de propreté » que recherchent les militants écœurés par le stalinisme et les politiciens.

L'Union Anarchiste et les militants de plus en plus nombreux qui la suivent font bon marché de ces appréciations.

La C. A. de l'Union Anarchiste.

R. Frémont

C'est avec surprise que j'ai pris connaissance dans la R.P. *de l'interprétation que faisait Nicolas de mes paroles prononcées au congrès anarchiste. L'insinuation trop malveillante de Nicolas, voulant démontrer que les « dirigeants » de l'U.A. ne reculent pas devant les méthodes staliniennes pour nuire à leurs adversaires de tendances, m'oblige à une mise au point.*

Qu'il me suffise de dire, tout d'abord, que mes paroles n'ont soulevé aucune protestation au sein du congrès. Je n'ai pas été amené à rectifier, mais, au contraire, la question ayant été posée par Ridel de savoir si mes paroles s'adressaient à lui et aux camarades de sa tendance, j'ai répondu nettement qu'à aucun moment mes paroles ne les visaient et d'ailleurs qu'ils le savaient parfaitement. Loin de rectifier, j'ai au contraire accentué mes premières déclarations et personne dans la minorité n'a protesté, tous semblaient satisfaits de ma précision.

Quelles sont donc ces paroles si terribles ? J'ai simplement déclaré que, devant le développement de notre mouvement, nous devions nous attendre aux attaques de la bourgeoisie, perquisitions, poursuites, arrestations de militants. Mais ceci n'est pas dangereux pour l'avenir de notre mouvement; tout au plus, ceci sera pour nous de la réclame. Ce que nous devons craindre, c'est la pénétration policière qui désorganiserait, tuerait notre organisation. Il n'est possible de s'en protéger qu'en faisant confiance aux militants expérimentés, ayant donné des preuves de leur action dans le passé.

Ces paroles ne pouvaient pas prêter à équivoque, et cela est si vrai que c'est plus de quinze jours après que Nicolas a cru devoir s'en servir. Pauvreté d'arguments, le besoin d'un cheval de bataille pour tenter de discréditer les « dirigeants » de l'U.A. Voilà tout ce qui a guidé le vertueux Nicolas; employer de telles méthodes et parler de procédés staliniens, c'est parler de corde dans la maison d'un pendu.

R. Frémont.

SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

GRAND MEETING

GYMNASE JAPY, 152, 154, Bd VOLTAIRE

VENDREDI, 17 DECEMBRE, à 20 h. 30

sous la présidence de :

Fauconnet, Gaston Guiraud, Largentier.

Orateurs :

René Belin, Georges Pioch, Marceau Pivert, Magdeleine Paz, Georges Dumoulin, Sébastien Faure, Jean Nocher, Lucien Huart.

Le gérant : M. Chambelland.

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).

Trois ouvrages fondamentaux sur la vie en U. R. S. S.

▼

Tableau d'ensemble

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

par **YVON**

Préface de **Pierre Pascal**

2 fr. 50 franco.

Récits confirmatifs

Un mineur français en U. R. S. S.

par **KLEBER LEGAY**

secrétaire de la Fédération Nationale des Mineurs

Editon complète : 4 francs. **Edition réduite : 1 fr. 50.**

J'ai été ouvrier en U. R. S. S.

par **ANDREW SMITH**

ouvrier mécanicien américain

Edition complète : 18 francs. **Edition réduite : 3 francs.**

L'ouvrage d'Yvon et l'édition réduite de Legay sont en vente à la **R. P.** (voir en 2e page de la couverture les conditions spéciales pour les deux ouvrages) ; les autres volumes sont en vente à la **Librairie du Travail,** 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 43-08**).

Les Editions de la Révolution Prolétarienne

se donnent pour but de fournir à ceux qui ne veulent pas se laisser tromper les moyens de se reconnaître au milieu des éléments mouvants de la vie politique et sociale quotidienne.

La politique n'est qu'une superstructure; elle est déterminée par l'infrastructure économique et par la structure sociale.

Les deux premiers volumes de notre collection permettent de comprendre les raisons profondes

de la politique extérieure :

Précis de Géographie économique

par **J. F. HORRABIN**, traduction de **J. Péra.**

45 cartes. 9 francs.

de la politique intérieure :

L'ECONOMIE CAPITALISTE

Principes d'Economie politique

par **R. LOUZON**

Nouvelle édition. 12 francs.

Les 2 volumes ensemble : 20 francs franco

Adresser les commandes à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 734.99**)